

## Résumé

Les populations sont depuis longtemps attirées vers les zones côtières par la présence de liaisons de transport, les aménités offertes et la possibilité d'accéder aux ressources de la mer. Le littoral présente de nombreux avantages, mais expose aussi les personnes qui y vivent et les actifs qui y sont implantés à une série d'aléas, parmi lesquels les ondes de tempête. La hausse du niveau des mers imputable au changement climatique ne fera qu'amplifier les risques d'inondation et d'érosion dans les zones littorales de la planète, et pourrait même faire disparaître entièrement sous les flots certaines terres aujourd'hui émergées. L'augmentation des risques ira de pair avec celle des coûts humains et économiques provoqués par les événements extrêmes et les changements qui se manifestent lentement. Selon de nouvelles modélisations, dans le cadre d'un scénario haut d'élévation du niveau des mers, les coûts des dommages résiduels pourraient atteindre entre 1 700 et 5 500 milliards USD au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les dispositifs institutionnels existants seront mis à rude épreuve par la hausse des risques. Dans les pays où il existe des assurances-inondation privées, par exemple, celles-ci pourraient devenir inabordables si les primes suivent l'évolution des risques, voire disparaître purement et simplement en cas de désengagement des assureurs. Les États aussi pourraient être exposés à des conséquences financières croissantes, vu le rôle qu'ils jouent dans l'aide aux sinistrés et l'indemnisation des préjudices non assurés. Avec la hausse de l'exposition et des aléas, il sera plus coûteux d'assurer un niveau de protection donné pour tous les biens, ce qui aura des conséquences financières pour les différents niveaux d'administration et les particuliers. Les solutions d'adaptation que sont la protection, l'accommodation et le repli peuvent réduire le coût économique et humain de la hausse du niveau des mers et sont considérées comme économiquement rationnelles pour la plupart des zones côtières aménagées. Pour faire face aux risques futurs, il sera nécessaire de panacher ces solutions. Cependant, un défaut d'alignement des politiques et d'autres facteurs peuvent faire obstacle à l'application de mesures efficaces et économes ou déboucher sur des choix qui s'avèrent inadaptées avec le temps.

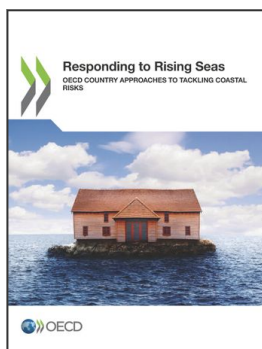
Cette étude se penche sur les plans d'adaptation des pays membres de l'OCDE dans le but de jauger les progrès accomplis et de tirer les enseignements des efforts nationaux d'adaptation des zones côtières. Dans la plupart de ces pays, les collectivités locales appliquent des mesures de gestion directe des risques côtiers, mais le cadre d'action est défini au niveau national. L'analyse montre que la mise en œuvre de mesures appuyant l'adaptation à la hausse du niveau des mers n'en est généralement qu'à ses débuts, bien que les dommages subis aient tendance à augmenter. Il apparaît en outre que beaucoup de pays augmentent leurs investissements dans les services d'information, mais que la réglementation, les instruments économiques, le financement et les cadres de suivi et d'évaluation des activités retiennent moins l'attention.

Quatre études de cas détaillées (Allemagne, Canada, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) illustrent les enjeux et les facteurs de réussite des stratégies d'adaptation des zones côtières dans le cadre de différents contextes institutionnels. Sur la base de ces études, le présent rapport énonce quatre principes que devrait respecter un cadre d'action pour permettre de

relever les défis évoqués ci-dessus, et dont devraient tenir compte les gouvernements nationaux pour affiner leurs plans d'adaptation :

- faire participer les parties prenantes sur le fond et à un stade précoce ;
- se projeter dans l'avenir et éviter l'enfermement dans des trajectoires non viables ;
- mettre en phase les compétences, les moyens et les incitations des différents acteurs ;
- tenir compte explicitement des effets redistributifs des politiques et de leurs conséquences sur le plan de l'équité.

Des données solides et des arguments convaincants plaident en faveur de nouvelles mesures pour faire face aux conséquences de la hausse du niveau des mers. Tous les risques pesant sur les zones côtières ne sont certes pas évitables, mais des collectivités bien préparées seront mieux à même de s'adapter à de nouvelles situations, pour un coût moindre, et de rebondir rapidement en cas de catastrophe.



Extrait de :

## Responding to Rising Seas

### OECD Country Approaches to Tackling Coastal Risks

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264312487-en>

#### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Résumé », dans *Responding to Rising Seas : OECD Country Approaches to Tackling Coastal Risks*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/25fac002-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.